

Bruxelles, le 1er décembre 1975

Intervention de M. CHEYSSON devant la Commission Trilatérale \*

(Paris, le 29 novembre 1975)

M. CHEYSSON rappelle d'abord les conséquences de la crise sur les pays en voie de développement, plus particulièrement sur les pays importateurs de pétrole. Il cite quelques chiffres de la Banque mondiale et du CATT montrant les difficultés de balance de paiements et les besoins considérables d'aide publique au développement (55 milliards de dollars par an).

Les Européens doivent y être particulièrement sensibles en raison de leur dépendance vis-à-vis du tiers monde quant aux approvisionnements et de leur intérêt pour les marchés qui se développent rapidement outre-mer. La Communauté joue un rôle actif dans les discussions au niveau mondial, augmente progressivement son aide et a été la première à introduire un large système de préférences généralisées.

Dans la mesure, cependant, où le progrès en la matière comportera une plus grande intégration entre les possibilités économiques des PVD et les marchés des pays industrialisés, il est plus aisé d'aller plus loin avec les pays qui sont liés depuis longtemps à l'Europe, en raison des habitudes, des structures économiques, de la parenté culturelle. Ceci explique la place des accords d'association et de coopération dans la politique de la Communauté en face du tiers monde : Convention de Lomé, accords avec les pays du sud de la Méditerranée.

Quant à la gestion des ressources naturelles, le Commissaire indique les grandes lignes de la politique de la Communauté, en insistant sur l'expérience dans laquelle elle est engagée dans la valorisation sur place

.../...

\* La Commission Trilatérale est une organisation privée qui regroupe des personnalités des milieux universitaires, d'affaires et gouvernementaux d'Europe occidentale, des États-Unis, du Canada et du Japon. Elle a pour objectif de se prononcer sur des thèmes d'intérêt général et de formuler des recommandations sur lesquelles elle espère attirer l'attention de ceux qui exercent les responsabilités politiques, ainsi que celle de l'opinion publique en général.

des matières premières, l'industrialisation étant encouragée par l'accès préférentiel au marché européen, la promotion commerciale et la coopération industrielle. La stabilisation des recettes d'exportations par produit est un complément nécessaire au système plus général du FMI, dans la mesure où elle assure les pays les plus pauvres, qui sont souvent des mono-exportateurs, contre des chutes accidentelles de production. Enfin, le Commissaire demande qu'on n'évoque pas indifféremment les différentes méthodes d'action (stockages régulateurs, accords multilatéraux, dialogue permanent entre producteurs et consommateurs) pour tous les produits de base, alors que certains prix sont établis dans des marchés libres et que la situation est différente quand il y a des marchés captifs ou position dominante des producteurs.

M. CHEYSSON centre, toutefois, son exposé sur la place des pays à économie d'état dans les rapports entre pays industrialisés et PVD.

Où sont à l'heure actuelle ces pays dans les problèmes du développement ? M. CHEYSSON constate avec inquiétude que les pays du COMECON sont très largement absents de ce dialogue entre pays industrialisés et PVD :

Certes, nous les trouvons à la CNUCED ou dans les débats des Nations-Unies, mais nous les trouvons alors sur le plan du discours et de l'action politique. En revanche, à la FAO, par laquelle transite la majeure partie de l'assistance multilatérale destinée à des projets, comme vous le savez, il n'y pas à l'heure actuelle de pays de l'Est européen. Il n'y a pas non plus dans les organisations les plus efficaces au monde sur l'aide au développement que sont les grandes organisations financières internationales, le Fonds monétaire et la Banque mondiale. Seules la Roumanie et la Yougoslavie sont membres et participent à ces institutions. Nous les trouvons donc absents des grandes organisations internationales où une action réelle est entreprise sur le plan de l'aide au développement. Un espoir était né lorsque nous avons vu les pays du COMECON présents au conseil mondial de l'alimentation. Cet espoir a été largement déçu après la conférence de Rome, l'absence se confirmant.

Sur le plan de l'action directe, bilatérale, ou inscrite dans la politique socialiste de ces pays, la présence, il faut bien le dire, est singulièrement limitée. Dès 1952, une déclaration importante avait cependant été faite à Moscou indiquant que les pays du COMECON derrière l'Union Soviétique auraient une action d'aide financière vis-à-vis du Tiers monde. Malheureusement, cette promesse n'a pas été suivie d'effet, et les statistiques dont nous disposons indiquent que l'aide financière fournie de 1952 à 1973 n'a pas dépassé 14 milliards de \$, soit l'équivalent d'une seule année actuellement des pays du CAD. En 1973, l'évaluation de l'aide financière provenant de l'ensemble des pays socialistes est de 850 millions de \$.

Sur le plan commercial, la participation aux réunions de la CNUCED a été fort utile. A la deuxième CNUCED, à New Delhi qui a décidé

.../...

d'une politique de préférences tarifaires généralisées, l'URSS a joué un rôle déterminant. Malheureusement, depuis lors, aucun avantage tarifaire n'a été consenti, ni par l'Union Soviétique, ni par aucun des autres pays de l'est européen aux PVD.

Sur le plan des matières premières, certains <sup>des</sup> pays de l'est ont participé à l'accord mondial sur le blé, à l'accord sur le sucre, le cacao et l'étain. Mais ces accords étaient très incomplets, sans stockage régulateur, sans politique véritable de gestion des marchés, et par conséquent ces accords se sont éteints progressivement, sont en sommeil ou en cours de renouvellement. Donc, cette participation n'est malheureusement pas encore représentative.

On pourra dire que les pays de l'est européen participent à l'équilibre des échanges avec les pays en voie de développement par des accords de troc. En effet, ils contribuent ainsi à l'équilibre entre offre et demande dans ces pays. Pour l'Inde, le Sri Lanka, ceci est important. Mais ce que nous pouvons savoir et entendre des conditions de tels accords montre qu'elles sont souvent léonines. Ce que j'entends personnellement sur les conditions d'achat du vin algérien, des agrumes marocaines, ce que l'on peut lire sur les conditions d'achat du sucre cubain, montre que ce genre de participation n'a pas toujours été fait dans des conditions économiquement intéressantes pour les pays en voie de développement. En tout cas, nous sommes en contradiction absolue avec l'approche générale des pays en voie de développement et les pays dont nous sommes les ressortissants ici, à savoir que le bilatéralisme systématique dans ce domaine amène à des contraintes économique-politiques graves.

Cependant, nous ne pouvons pas ignorer ces pays de l'est dans le cadre de la politique générale à suivre entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Nous le pouvons d'autant moins que nous sommes dans une politique systématique de détente à l'heure actuelle entre les deux plus grandes puissances du monde qui amène donc à traiter les problèmes dans leur dimension mondiale en intégrant tous les facteurs de ces problèmes.

Sur le plan commercial, il est vrai que 5 % seulement du commerce extérieur des pays en voie de développement se fait avec des pays de l'est, 5 % contre 20 % avec les Etats-Unis, contre 40 % avec la Communauté. Néanmoins, même sur ces 5 %, la situation n'est pas celle que nous devons espérer pour permettre le développement de ces pays encore démunis, sous-équipés. En particulier, il convient de rappeler ici que la balance commerciale entre les pays de l'est européen et les PVD est systématiquement favorable aux pays de l'est européen, dans des conditions qui représentent un élément de déséquilibre au niveau mondial. Si on évalue à 10 milliards de \$ les exportations des pays de l'est européen vers les PVD, le déficit de ces PVD, l'excédent de la balance commerciale en faveur des pays de l'est européen se monte à 3,5 milliards de \$. L'URSS, nous n'en serons pas surpris, compte tenu de sa puissance industrielle, est l'élément déterminant sur ce plan puisque l'on estime que son solde positif sur le plan de la balance commerciale est de 3 milliards de \$ pour un volume total d'exportations

.../...

de 7 milliards. Un endettement massif en résulte, qui vient s'ajouter à un endettement résultant d'autres rapports, en particulier sur le plan des armements.

Sur le plan des matières premières, on constate que les pays de l'est européen sont grossièrement équilibrés dans leur production et leur consommation de minerais et métaux. Par contre, sur les produits agricoles, si importants pour les pays en voie de développement, la situation deviant très différente dans la mesure où les pays de l'est européen sont de gros importateurs : importateurs de blé quand la récolte est mauvaise, ils se trouvent alors en concurrence avec les importations des pays en voie de développement, importateurs de produits agricoles tropicaux dans des conditions non négligeables qui vont de 4 % des importations mondiales pour le café à 11 % pour le jute et la laine, à 18 % pour le cacao, à 28 % pour le caoutchouc. Sur les produits agricoles tropicaux, les pays de l'est européen jouent donc un rôle important dans le commerce mondial. En outre, leur système économique leur permet des interventions rapides, opportunes, parfois brutales, sur les marchés qui provoquent des fluctuations brusques, imprévisibles, dangereuses notamment pour les pays en voie de développement. Et sur ce plan, nos amis de l'est européen ont acquis une telle maîtrise de nos procédures capitalistes qu'ils peuvent se comporter avec une habileté que pourrait leur envier n'importe quel spéculateur de notre capitalisme sauvage.

Alors, il y a là une situation qui est grave car nous ne pouvons raisonnablement accepter que nos efforts de dialogue entre le nord et le sud puissent être compromis soudain par des fluctuations brutales, par des interventions inattendues venant d'une partie importante, respectable, puissante du monde. Les pays en voie de développement, de leur côté, ne doivent-ils pas réaliser que dans leur progrès de demain, dans ce monde dont ils ont exigé d'être des partenaires alors qu'ils n'en étaient que des fournisseurs jusqu'à présent, ils doivent <sup>pouvoir</sup> compter sur la coopération de tous les pays quel que soit le régime politique.

Ne peut-on supposer que ce soit aussi l'intérêt des pays à économie d'état que de voir leurs approvisionnements plus sûrs et à des prix réguliers, ce qui doit être l'objectif de notre politique des ressources naturelles. Ne pouvons-nous pas supposer qu'une régularisation des marchés par une certaine planification convienne aussi aux pays de l'est européen ? Vis-à-vis de leur opinion, de leur doctrine, ils pourraient présenter cette évolution comme allant dans le sens de leur volonté de planification et de refus de notre système d'économie entièrement libérale.

Où les intégrer, comment les intégrer ? le problème devient beaucoup plus délicat. La CNUCED pourrait peut-être devenir un lieu de rencontre réel entre pays de toutes les formes de développement, après avoir été un groupe de pression des 77.

.../...

Nous pouvons espérer que d'autres procédures ad hoc seront imaginées au niveau mondial, sur le plan de l'alimentation, sur le plan de tel produit. Les problèmes financiers seront difficiles à traiter car on ne voit pas comment les pays de l'est européen pourraient demain participer réellement à des efforts dans l'organisation financière mondiale.

M. CHEYSSON pense qu'il faut toutefois ajouter d'autres dimensions à cette réflexion et qu'une multiplication d'accords bilatéraux peut représenter aussi une voie. Le dernier accord intervenu il y a très peu de temps entre États-Unis et URSS sur une quantité importante, 6 millions de tonnes de blé par an, est peut-être un premier pas dans cette direction. Il semble, en tout cas, très important que ces problèmes soient posés, qu'ils soient posés sans acrimonie ni provocation, et dans le cadre de la conjoncture actuelle, dans laquelle les pays du tiers monde ont gagné leur droit à être des partenaires à part entière, dans laquelle nous sommes tous décidés à ce que la détente se poursuive et à ce que, par conséquent, tous les problèmes importants soient discutés.

En conclusion, M. CHEYSSON a indiqué que le tiers monde avait désormais cessé d'être un problème marginal. Dès lors, industriels, syndicalistes, parlementaires, journalistes, professeurs, penseurs sont tous concernés, d'où le rôle important d'un groupe comme la Commission Trilatérale, société à la fois de pensée et d'action.